

troublée; mais elle est prête à accomplir tout ce que les circonstances pourraient exiger. Le courage qu'a déployé l'Angleterre dans sa politique financière, au cours de ces derniers jours, fait l'admiration du monde entier. Elle a fait tout ce qui est en son pouvoir afin de maintenir sa situation financière. Elle a gardé ouvertes les routes maritimes, elle a prêté main-forte à la banque d'Angleterre, elle a garanti cette institution contre les pertes qu'elle pourrait subir en escomptant les effets de commerce des pays étrangers. Elle a fait tout ce qui était en son pouvoir et elle nous a montré la voie à suivre.

Tout ce dont nous avons besoin, c'est que le Gouvernement montre encore plus de courage, à la suite de ce qu'il a déjà accompli. Qu'il fasse tout ce qu'il peut durant cette session d'urgence, mais que l'année prochaine il soumette à l'approbation du Parlement de nouvelles lois pour la régie des banques et de notre système monétaire, qui répondent aux besoins du pays. Je regrette que le ministre des Finances, lorsqu'il a analysé la situation financière du pays et les besoins du Gouvernement, ne soit pas allé un peu plus loin. J'espère qu'il le fera lorsque viendra la discussion des autres résolutions, et qu'il confiera au pays quelles sont ses intentions, qu'il fera tout ce qu'il est possible de faire afin d'aider les industries du pays dans l'effort qu'elles ont entrepris pour faire sortir les affaires de la dépression dont elles souffrent actuellement.

Je connais bien les sentiments de la population de mon comté, de la ville que j'habite et de ma province natale. Je connais assez bien le sentiment du pays en général, et je puis dire que le Canada appuiera son Gouvernement dans tout ce que celui-ci pourra entreprendre pour le triomphe de l'empire, et surtout de la cause de la liberté universelle et du gouvernement responsable. Cette cause mérite tous les sacrifices.

J'espère que maintenant que l'on a tiré l'épée du fourreau, les alliés y compris la Grande-Bretagne et ses colonies automanes, mèneront cette guerre jusqu'au bout, et que du moment que ce conflit prendra fin, ce sera également la fin des guerres sur le continent. Si nous pouvons contribuer à amener la fin de cette guerre en appuyant la mère patrie et en faisant tout notre devoir, nous aurons accompli quelque chose qui ramènera la paix et la prospérité dans l'univers, qui ramènera l'augmentation des produits agricoles et manufacturiers et la

diminution du militarisme. Tous, nous désirons voir disparaître la plaie du militarisme; c'est là un fléau pour la race humaine en notre siècle, et il faut qu'il disparaisse à jamais. Nous ne devons pas prendre de repos que nous n'ayons atteint ce but. Peu importe la longueur de la lutte que nous allons avoir à soutenir. La campagne qui s'ouvre peut être des plus sérieuse, longue et décourageante; mais du moment que nous avons commencé la bataille, nous devons aller jusqu'au bout, et les lois que nous allons adopter doivent tenir compte du fait que la lutte va être longue et terrible. S'il en est ainsi, et bien qu'il s'agisse d'une mesure d'urgence, nous devons changer notre orientation en conséquence. Dès notre retour ici à la prochaine session, ce sera notre devoir d'établir un système monétaire et de crédit national qui répondra aux besoins du pays. Le crédit national est basé sur les épargnes du peuple, que se soit dans les compagnies d'assurances, les banques, les sociétés d'épargnes ou de placements de n'importe quelle nature, et le crédit d'un pays est basé en grande partie sur les valeurs que ce pays émet. Nous avons lancé dans ce pays, tout comme aux Etats-Unis d'ailleurs, des valeurs surfaites, qui ont fait dommage à notre crédit et causé des pertes énormes à notre population. Si nous avions en Canada à l'heure actuelle les sommes que nous avons perdues dans des spéculations montées et encouragées par l'attitude de nos banques, grâce à leur système de prêts à vue, nous n'aurions pas eu besoin d'adopter les mesures d'urgence que nous sanctionnons aujourd'hui.

Si nous désirons l'établissement d'un crédit national, qui est basé sur les valeurs émises dans le pays, il faudra que l'Etat s'occupe de toutes les émissions, de quelque nature qu'elles soient. J'ai lu l'autre jour dans un journal qu'une grande compagnie de chemin de fer se propose d'émettre de nouvelles valeurs, peut-être avec l'assentiment du Parlement. Je ne sais ce qui en est; mais à partir d'aujourd'hui, on ne devrait plus permettre l'émission d'aucune valeur en ce pays, sans avoir au préalable obtenu l'approbation de quelque comité responsable devant l'Etat, afin de s'assurer si oui ou non cette émission est de nature à léser le crédit de la nation. Le crédit national des Etats-Unis a été affaibli par des émissions de valeurs fictives. Il en a été de même du crédit canadien. Nous avons vu que les bourses ont dû fermer leurs portes, l'autre jour, à cause de cet